**RAPPORT DE PROGRES DE PROJET PBF**

**PAYS:** MALI

**TYPE DE RAPPORT: ANNUEL**

**ANNEE DE RAPPORT: 18 Février - 31 Octobre** 2021

|  |  |
| --- | --- |
| **Titre du projet:** Les jeunes engagés pour une paix durable : Appui à la participation des jeunes aux processus de réconciliation au Mali.  **Numéro Projet / MPTF Gateway:**  **IRF 408** | |
| **Si le financement passe par un Fonds Fiduciaire (“Trust fund”):**  ☐ Fonds fiduciaire pays  ☐ Fonds fiduciaire régional  **Nom du fonds fiduciaire:** | **Type et nom d’agence récipiendaire:**  **UNICEF (Agence coordinatrice)**  **PNUD - Mali**  **Avocats sans frontières Canada (ASFC)** |
| **Date du premier transfert de fonds:** 17 février 2021  **Date de fin de projet:** 16 Aout 2022  **Le projet est-il dans ces six derniers mois de mise en œuvre?** Non | |
| **Est-ce que le projet fait part d’une des fenêtres prioritaires spécifiques du PBF:**  ☐ Initiative de promotion du genre  ☒ Initiative de promotion de la jeunesse  ☐ Transition entre différentes configurations de l’ONU (e.g. sortie de la mission de maintien de la paix)  ☐ Projet transfrontalier ou régional | |
| **Budget PBF total approuvé (par agence récipiendaire):**  **Agence récipiendaire Budget**  **UNICEF:** $ 525 372,31     PNUD     $ 466 673,00  ASFC: $ 507 954,68    Total: **$ 1,500,000**  Taux de mise en œuvre approximatif comme pourcentage du budget total du projet: 45%  *Taux de mise en œuvre approximatif comme pourcentage de la première tranche: 60%*  \*JOINDRE LE BUDGET EXCEL DU PROJET MONTRANT LES DÉPENSES APPROXIMATIVES ACTUELLES\*  **Budgétisation sensible au genre:**  Indiquez le montant ($) du budget dans le document de projet alloué aux activités dédiées à l’égalité des sexes ou à l’autonomisation des femmes: $ 476 817,68  Indiquez le montant ($) du budget dépensé jusqu’à maintenant pour les activités dédiées à l’égalité des sexes ou à l’autonomisation des femmes: $ 224,385 | |
| **Marquer de genre du projet:** GM2  **Marquer de risque du projet:** Faible  **Domaine de priorité de l’intervention PBF (« PBF focus area »):** (1.4) Dialogue politique | |
| **Préparation du rapport :**  Rapport préparé par : Daniela Luciani  Rapport approuvé par : Dr Macoura Oulare  Le Secrétariat PBF a-t-il revu le rapport : Oui | |

***NOTES POUR REMPLIR LE RAPPORT :***

* *Évitez les acronymes et le jargon des Nations Unies, utilisez un langage général / commun.*
* *Décrivez ce que le projet a fait dans la période de rapport, plutôt que les intentions du projet.*
* *Soyez aussi concret que possible. Évitez les discours théoriques, vagues ou conceptuels.*
* *Veillez à ce que l'analyse et l'évaluation des progrès du projet tiennent compte des spécificités du sexe et de l'âge.*
* *Veuillez inclure des considérations, ajustements et résultats liés au COVID-19 et répondez à la section IV.*

**Partie 1 : Progrès global du projet - a date du 31 octobre 2021**

**Expliquer brièvement l'état global de mise en œuvre du projet en termes de cycle de mise en œuvre, y compris si toutes les activités préparatoires ont été achevées (par exemple, contractualisation des partenaires, recrutement du personnel etc.)** (limite de 1500 caractères):

Les activités de lancement et la première phase du projet ont bien avancé sur ces huit (8) premiers mois. Au cours du premier trimestre, tous les recrutements avaient été achevés. Au niveau de l’UNICEF, la Spécialiste Protection de l’Enfant et la VNU nationale ont pris leur poste courant mai 2021. Le PNUD a recruté une VNU Experte nationale qui a pris ses fonctions en avril. Chez ASFC un coordonnateur, une agente de programme et un consultant en justice transitionnelle ont aussi pris leurs fonctions depuis février. Le partenaire Association Noyau Dur (AND-Mali) a aussi recruté une consultante qui coordonne l’étude menée par les jeunes.

Les partenariats sont actifs avec les OSC locales AND-Mali, Réseau des Jeunes pour la Justice Transitionnelle Inclusive au Mali (R2JTIM), Tribune Jeunes pour le Droit au Mali (TRIJEUD), Fondation Tuwindi, Association des étudiants universitaires (AIESEC) et le Conseil Consultatif National des Enfants et des Jeunes (CCNEJ). De plus, les activités ont été entamées avec la Commission Vérité Justice et Réconciliation (CVJR) ainsi qu’avec l’Université des Sciences Juridiques et Politiques de Bamako (USPJB). Les discussions sont en cours avec le Conservatoire des Arts et Métiers Multimédia Balla Fasseké Kouyaté de Bamako pour les activités de vulgarisation du travail de la CVJR à travers les arts. Le partenariat de l’UNICEF avec l’Association des Enfants et Jeunes Travailleurs (AEJT) est en phase de finalisation pour les activités de réinsertion sociale des adolescents à risque dans la région de Tombouctou - y compris les enfants sortis des groupes armés - les différents échanges ayant eu lieu permettant d’affiner la stratégie pour bien prendre en compte les dynamiques contextuelles et sécuritaires de la zone.

**Veuillez indiquer tout événement important lié au projet prévu au cours des six prochains mois, par exemple : les dialogues nationaux, les congrès des jeunes, les projections de films (limite de 1000 caractères):**

Le prochain semestre constituera le cœur de la mise en œuvre du projet dont la finalisation des deux dernières productions des micro-projets (outils de plaidoyer et communication) et le lancement des phases de plaidoyer. Les activités de communication auprès des jeunes sur le rôle de la CVJR vont se poursuivre notamment à travers une campagne digitale et médiatique ainsi que des activités artistiques. Le prochain semestre verra aussi la publication des résultats de l’étude menée par les jeunes et leur diffusion auprès des communautés ciblées et principaux acteurs.

Enfin, compte tenu de la prolongation prévue du mandat de la CVJR et de la perspective de l’organisation de deux audiences publiques thématiques (femmes et violences sexuelles & enfants) en 2022, le travail d’assistance technique et d’appui à la communication inclusive de la CVJR se poursuivra.

Au début de l’année 2022 sera organisée une revue à mi-parcours du projet et du contexte institutionnel, à laquelle un représentant du Fonds de Consolidation de la Paix sera convié, afin de prendre en compte toutes les nouvelles dynamiques et d’adapter le plan de travail de la dernière phase du projet.

POUR LES PROJETS DANS LES SIX DERNIERS MOIS DE MISE EN ŒUVRE :

**Résumez le principal changement structurel, institutionnel ou sociétal auquel le projet a approuvé. Ceci n’est pas une anecdote ou une liste des activités individuelles accomplies, mais une description de progrès fait vers l’objectif principal du projet. (limite de 1500 caractères**):

N/A

**En quelques phrases, expliquez comment le projet a eu un impact humain réel. Ceci peut inclure un exemple spécifique de comment il a affecté la vie des personnes dans le pays - si possible, utilisez des citations directes des bénéficiaires ou des weblinks à la communication stratégique publiée. (limite de 2000 caractères**):

Bien que le projet soit encore dans sa première phase, certains effets sur la vie des adolescent-e-s et jeunes femmes et hommes, et sur leur participation au processus de paix et de réconciliation ont pu être observés.

Les ateliers organisés par les OSC de jeunes partenaires ont permis aux jeunes femmes et hommes touché-e-s d’être sensibilisé-e-s et de mieux comprendre le processus de justice transitionnelle en cours et dans quelle mesure ils peuvent y contribuer. Mais ces ateliers ont permis d’aller bien au-delà de la simple transmission d’information, en ce sens qu’ils ont permis à des adolescentes et jeunes femmes ayant vécu des violations de droits humains, dont des VBG, de pouvoir s’exprimer et partager leurs expériences dans un environnement sécurisé (toutes les citations ont été collectées avec le consentement de la personne pour les partager).

*« Nous avons attendu très longtemps pour avoir une telle rencontre pour nous édifier sur les voies de recours possibles dont nous disposons en tant que victimes du conflit. Nous sommes très satisfaits de ce que nous avons appris ici »*Jeune femme victime du conflit de la commune Alafia/Tombouctou lors de l’atelier de sensibilisation de juillet 2021

Le projet a aussi contribué à un éveil de conscience de la part de la jeunesse quant au rôle qu’ils ont à jouer dans le processus de justice transitionnelle.

*« Aujourd'hui, j’ai compris que cette justice transitionnelle me concerne, concerne la jeunesse et que j’ai mon mot à dire là-dessus. Désormais, au sortir de cette rencontre, nous allons mettre tout en œuvre pour accompagner le processus de justice transitionnelle ; pourquoi pas en être les acteurs forts. »*Anda Baba, jeune homme victime du conflit du cercle de Goundam lors de l’atelier de sensibilisation de juillet 2021

Le témoigne en vidéo est disponible avec le lien suivant :

<https://twitter.com/i/status/1409597162808385541>

**Partie II : Progrès par Résultat du projet**

*Décrire les principaux progrès réalisés au cours de la période considérée (pour les rapports de juin : janvier-juin ; pour les rapports de novembre : janvier-novembre ; pour les rapports finaux : durée totale du projet). Prière de ne pas énumérer toutes les activités individuelles). Si le projet commence à faire / a fait une différence au niveau des résultats, fournissez des preuves spécifiques pour les progrès (quantitatifs et qualitatifs) et expliquez comment cela a un impact sur le contexte politique et de consolidation de la paix.*

*.*

* *“On track” – il s’agit de l'achèvement en temps voulu des produits du projet, comme indiqué dans le plan de travail annuel ;*
* *“On track with peacebuilding results” -* *fait référence à des changements de niveau supérieur dans les facteurs de conflit ou de paix auxquels le projet est censé contribuer. Ceci est plus probable dans les projets matures que nouveaux.*

*Si votre projet a plus de quatre Résultats, contactez PBSO (Bureau d’Appui à la Consolidation de la Paix) pour la modification de ce canevas.*

**Résultat 1:** **Les jeunes femmes et hommes du Mali se sentent impliqués et capables de faire entendre leur voix dans les processus de justice transitionnelle prévus par l’accord de paix**

Veuillez évaluer l'état actuel des progrès du résultat:**On track**

**Resumé de progrès:** (Limite de 3000 caractères)

Les progrès vers ce résultat ont été permis tout d’abord par les activités de renforcement des organisations d’adolescents et de jeunes sur la justice transitionnelle et la gestion de programmes. Les partenaires ont participé à un événement de lancement les 31 mai et 1er juin qui a aussi permis de former 24 représentants (11 femmes) des OSC.

Les efforts se sont aussi portés sur le renforcement des capacités des associations de jeunes juristes sur l’analyse de leur contexte, permettant de lancer l’étude menée par les jeunes pour identifier les enjeux et défis de la participation et sensibilité aux conflits locaux. Trois OSC ont procédé à la collecte de données sur le terrain auprès de 300 jeunes (150 femmes) des régions de Gao, Tombouctou et du district de Bamako. Ce processus a permis d’entendre leurs difficultés et de prendre en compte leurs recommandations visant à améliorer leur participation au processus de paix et de réconciliation. La publication finale sera faite début 2022.

« *Les jeunes ne sont pas au courant du processus de la justice transitionnelle. De ce fait, il n’est pas facile de faire une évaluation. Il faut aller à l’intérieur du Mali pour que tous les jeunes soient au courant* » (Jeune consulté)

Par ailleurs, la période a permis le développement d’outils de communication inclusive sur la CVJR, prenant en compte les violences faites aux jeunes femmes. Suite au sondage “U-Report” de mars 2021 (<https://mali.ureport.in/opinion/4923/>), la CVJR a entamé une campagne à travers 50 radios locales de toutes les régions du pays. En juin à Mopti s’est tenue la formation de 35 animateurs et 7 animatrices de ces radios locales ainsi que 4 leaders locaux et bloggeur-se-s (dont 2 femmes). La CVJR a contractualisé ces radios pour une période de deux mois (septembre-octobre) pour la diffusion des contenus adaptés. Des messages clés et supports de communication ont aussi été développés pour la sensibilisation à venir sur les réseaux sociaux.

Dix (10) journalistes lauréats des Mali Media Awards “MaMA21” (9 de Bamako et 1 de Mopti) ont été formés et chaque lauréat produira un contenu sur le travail de la CVJR. Deux sessions de formation ont aussi eu lieu dans les universités partenaires en septembre sur le processus de Justice Transitionnelle au Mali et sa corrélation avec le Droit Privé et le Droit Public pour 500 jeunes étudiants (218 femmes) sur une cible totale de 5000. Les 26-27 octobre s’est tenu un atelier d’élaboration et validation du règlement intérieur et des thèmes des modules de formation de la Clinique Juridique Universitaire qui sera mise en place dans la phase suivante.

Enfin, le résultat est partiellement atteint grâce à la mise en œuvre de trois des micro-projets prévus (sur 8) par 55 jeunes (22 femmes/filles) dans les sites de déplacés à Bamako. Parmi les résultats de ces projets, trois émissions télé « *Le royaume des enfants* » ont donné l’occasion aux jeunes de ces sites de s’exprimer à travers la poésie et le slam sur les thématiques de paix et de réconciliation. Un débat télévisé a été organisé sur les besoins et attentes des victimes et le rôle de l’État pour le retour de la paix. Le troisième micro-projet a permis la réalisation d’une capsule vidéo dans laquelle ces jeunes racontent les violations qu’ils ont vécues et qui les ont amenées à abandonner leurs études et à fuir pour survivre.

Dans l’ensemble, les jeunes formés sont déjà davantage capables de se mobiliser et de s’exprimer sur les thématiques mais le renforcement doit se poursuivre pour donner la voix a davantage de jeunes.

**Indiquez toute analyse supplémentaire sur la manière dont l'égalité entre les sexes et l'autonomisation des femmes et / ou l'inclusion et la réactivité aux besoins des jeunes ont été assurées dans le cadre de ce résultat:** *(*Limite de 1000 caractères*)*

Les besoins spécifiques des adolescent-e-s et jeunes femmes et hommes en termes d'accès à l’information sur la CVJR ont commencé à être analysés à travers le sondage U-Report réalisé en mars 2021. Ces retours apportent une première base de réflexion qui sera complétée par l’étude menée par les jeunes.

Lors de l’évènement de lancement et des activités de renforcements de capacités qui s’en sont suivies, les jeunes femmes membres et leaders des OSC partenaires ont été bien représentées et actives. Le manque de prise en compte du genre dans la mise en place des différents mécanismes de justice transitionnelle a été mis en avant lors des sessions de formation, afin d’éveiller la conscience des partenaires sur cette question. Les OSC partenaires qui ont mené l’étude ont ainsi développé des approches visant à faciliter la participation des jeunes filles/femmes et autres personnes en situation de vulnérabilité. Par exemple, certaines ont constitué des binômes homme/femme pour laisser à l’enquêté-e la latitude de choisir, et ont identifié des grins composés de filles et de jeunes femmes ainsi que des groupements de femmes qui ont été ciblés pour la collecte de données (le grin au Mali est un lieu de rencontre, de distraction, d'échanges, là où les jeunes de même génération se réunissent autour du thé).

**Résultat 2: La participation active de jeunes femmes et hommes au travail de la CVJR et à la diffusion de ses résultats permet une meilleure appropriation de ce processus par les populations jeunes du Mali**

Veuillez évaluer l'état actuel des progrès du résultat: **On track**

**Resumé de progrès:** (Limite de 3000 caractères)

Les progrès vers ce résultat ont été permis tout d’abord par le mécanisme d’appui aux initiatives de mobilisation des jeunes leaders et survivant-e-s de violations des droits humains : 1640 (cible 1600) jeunes leaders et victimes de violations des droits humains (854 adolescentes/femmes), ont été sensibilisés et informés sur le processus de justice transitionnelle et les moyens pour eux d’y participer. Cela a été fait à travers 40 ateliers de sensibilisation organisés par les partenaires à Bamako (sur les sites de déplacés de Sénou, Faladiè et Kalaban coro), Gao, Tombouctou et Diré. Parmi ces jeunes,226survivant-e-s dont 127 femmes et filles (151 jeunes des sites de déplacés de Bamako et des environs, 25 victimes de la région de Gao et 50 victimes de la région de Tombouctou) ont été accompagné-e-s à faire leurs dépositions auprès de la CVJR. De par le succès des activités menées et surtout l’engouement des jeunes à participer au processus de recherche de la vérité, de paix et de réconciliation, le résultat attendu (qui était de 100 prises de dépositions de jeunes) a largement été dépassé.

Les activités qui permettront de donner l’accès aux jeunes femmes et hommes aux conclusions de la CVJR et facilitant leur prise en compte dans la poursuite de la transition seront mise en œuvre dans la deuxième moitié du projet. On peut cependant déjà souligner que la politique de réparation aux victimes qui avait été proposée par la CVJR a été officiellement adoptée en Conseil des Ministres le 23 juillet 2021. Cela a permis de commencer à communiquer avec les jeunes lors des sensibilisations (Résultat 1) sur son contenu de manière publique. Cela va faciliter la mobilisation des OSC de jeunes pour qu’elles opèrent un plaidoyer pour l’avancement des prochaines étapes : adoption de la loi par l’organe législatif (actuellement le CNT), création de l’organe pour l’administration des réparations sensibles aux jeunes et au genre, mobilisation de fonds pour le financement des réparations. La CVJR poursuit son travail sur son rapport final et ses recommandations, et afin d’informer les jeunes femmes et hommes sur ces processus en cours, elle a démarré des activités de consultations des jeunes en octobre à travers des ateliers (24 participant-e-s dont 9 filles/femmes à Ségou le 22 octobre, 50 participant-e-s prévu-e-s pour Bamako les 3-4 novembre).

De premiers progrès vers l’atteinte de ce résultat ont donc été faits mais c’est principalement sur la deuxième phase du projet que les produits attendus seront réalisés.

**Indiquez toute analyse supplémentaire sur la manière dont l'égalité entre les sexes et l'autonomisation des femmes et / ou l'inclusion et la réactivité aux besoins des jeunes ont été assurées dans le cadre de ce résultat:** *(*Limite de 1000 caractères*)*

Dans le cadre des activités de sensibilisation visant à favoriser la mobilisation des jeunes aux mécanismes de justice transitionnelle, les OSC partenaires abordent certaines thématiques en groupes non mixtes, afin de faciliter, au moins dans un premier temps, la prise de parole des jeunes femmes et des filles.

Par exemple à Tombouctou, le partenaire R2JTIM a organisé 3 groupes de paroles avec des jeunes femmes. Cela leur a permis de partager leurs expériences en tant que femmes victimes notamment de VBG au sein de leur communauté et de réaliser qu’elles ne sont pas seules. Cet accompagnement a convaincu certaines d’entre elles à faire leur déposition auprès de la CVJR et à s’engager à participer au processus de justice transitionnelle :

*« J’ai bénéficié d’un échange d’expérience avec d’autres femmes plus âgées que moi sur leur situation en tant que victimes du conflit et cela a été comme une thérapie pour moi. J’ai enfin compris pourquoi il est important de ne pas garder le silence et aller faire une déposition à la CVJR. »*(Jeune femme victime du conflit, participante au groupe de parole des femmes/ filles de Tombouctou, juillet 2021)

**Partie III: Questions transversales**

|  |  |
| --- | --- |
| **Suivi: Indiquez les activités de suivi conduites dans la période du rapport (Limite de 1000 caractères**)  L'enquête PNUD-SIPRI a permis de fournir les données de base prévues pour les indicateurs de résultats. | **Est-ce que les indicateurs des résultats ont des bases de référence**? oui  **Le projet a-t-il lancé des enquêtes de perception ou d'autres collectes de données communautaires**?  Un sondage U-Report a été réalisé en mars en prélude de la 3eme audience publique de la CVJR. Les résultats sont visibles en annexe et en ligne ici : <https://mali.ureport.in/opinion/4923/>  La publication finale de l’étude d’ASFC est prévue pour février 2022. |
| **Evaluation:** Est-ce qu’un exercice évaluatif a été conduit pendant la période du rapport? | Budget pour évaluation finale (réponse obligatoire): 50,000 usd  Si le projet se termine dans les 6 prochains mois, décrire les préparatifs pour l’évaluation *(*Limite de 1500 caractères*)*: N/A |
| **Effets catalytiques (financiers):** Indiquez le nom de l'agent de financement et le montant du soutien financier non PBF supplémentaire qui a été obtenu par le projet. | Nom du donateur :  AMC    Montant ($) : 18 millions CAD    Depuis juin dernier, ASFC met en œuvre sur 5 ans son projet Justice et Paix (JUPAX) qui va travailler notamment sur les thématiques de paix et de réconciliation et qui va intervenir entre autres à Bamako, Tombouctou et Gao. |
| **Autre** : Y a-t-il d'autres points concernant la mise en œuvre du projet que vous souhaitez partager, y compris sur les besoins en capacité des organisations bénéficiaires ? (Limite de 1500 caractères) | En termes de coordination et d’engagement du gouvernement, c’est le Secrétaire General du Ministère de la Cohésion Sociale, de la Paix et de la Réconciliation qui a officialisé le lancement du projet lors de l’évènement du 31 mai. La CVJR reste active au moins jusqu’au 31 décembre 2021, une prolongation étant prévue. Une revue a mi-parcours sera faite début 2022 pour faire une réévaluation par rapport au contexte.  ASFC a procédé à une évaluation des capacités organisationnelles et des besoins de renforcement de ses trois partenaires identifiés. Les résultats ont révélé qu’un appui devrait être fourni pour asseoir leur structure administrative et financière. Des activités de renforcement des capacités ont été envisagées, soucieuses des besoins exprimés par les partenaires. En juin, ASFC a organisé une séance de travail avec ses partenaires afin d’identifier certain outils et procédures à développer afin de renforcer leurs structures. Depuis, chacun des partenaires sont dans le processus d’élaboration de certains outils et politiques. |

**Partie IV : COVID-19**

*Veuillez répondre à ces questions si le projet a subi des ajustements financiers ou non-financiers en raison de la pandémie COVID-19.*

1. Ajustements financiers : Veuillez indiquer le montant total en USD des ajustements liés au COVID-19.

$

1. Ajustements non-financiers : Veuillez indiquer tout ajustement du projet qui n'a pas eu de conséquences financières.

     Updates?

1. Veuillez sélectionner toutes les catégories qui décrivent les ajustements du projet (et inclure des détails dans les sections générales de ce rapport) :

☐ Renforcer les capacités de gestion de crise et de communication

☐ Assurer une réponse et une reprise inclusives et équitables

☐ Renforcer la cohésion sociale intercommunautaire et la gestion des frontières

☐ Lutter contre le discours de haine et la stigmatisation et répondre aux traumatismes

☐ Soutenir l'appel du SG au « cessez-le-feu mondial »

☐ Autres (veuillez préciser) :

Le cas échéant, veuillez partager une histoire de réussite COVID-19 de ce projet (*i.e. comment les ajustements de ce projet ont fait une différence et ont contribué à une réponse positive à la pandémie / empêché les tensions ou la violence liées à la pandémie, etc.*)

**Partie V : ÉVALUATION DE LA PERFORMANCE DU PROJET SUR LA BASE DES INDICATEURS :**

Utiliser le cadre de résultats du projet conformément au document de projet approuvé ou à toute modification et fournir une mise à jour sur la réalisation des indicateurs clés au niveau des résultats et des produits dans le tableau ci-dessous. Veuillez sélectionner les produits et les indicateurs les plus pertinents avec les progrès les plus pertinents à mettre en évidence. S'il n'a pas été possible de collecter des données sur les indicateurs particuliers, indiquez-le et donnez des explications. Fournir des données désagrégées par sexe et par âge. (300 caractères maximum par entrée)

|  |  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- |
|  | **Indicateurs** | **Données de base** | **Cible de fin de projet** | **Etapes d’indicateur/ milestone**  **(mi-parcours Novembre 2021)** | **Progrès actuel de l’indicateur**  31 octobre 2021 | **Raisons pour les retards ou changements** |
| **Résultat 1** | Indicateur 1.a: Pourcentage de jeunes qui ont entendu parler de la CVJR | 31.84% | Augmentation de 10% | N/A | N/A | Indicateurs à mesurer lors de l’évaluation finale et de l’enquête PNUD-SIPRI 2022 |
| Indicateur 1.b: Pourcentage de jeunes qui se sentent concernés par le travail de la CVJR | 67.27% | Augmentation de 10% | N/A | N/A |
| Indicateur 1.c. Pourcentage de jeunes qui sont prêt à s’impliquer pour appuyer la CVJR dans la réalisation de ses missions | 78.42% | Augmentation de 10% | N/A | N/A |
| Produit 1.1 | Indicateur 1.1.1. Nombre de membres et leaders d’organisations de jeunes ayant participé à des formations sur la justice transitionnelle | 15 | 50 | 50 | 38 participants aux sessions de formation dont 21 jeunes femmes :  - 1 adolescente 15-18 ans  - 15 jeunes 19-24 ans  - 9 jeunes 25-30 ans  - 12 participants 31-35 ans  - 1 participante 36-40 ans | Les formations vont se poursuivre dans les autres régions d’ici la fin de l’année 2021 |
| Indicateur 1.1.2. Nombre de jeunes d’OSC formés sur les méthodologies de collecte et d’analyse de données | 0 | 15 | 15 | 15 jeunes dont 3 femmes (qui ont suivi la formation à Bamako) et 5 autres dont 2 femmes (de R2JTIM) ont bénéficié de la restitution et ont participé à la consultation de leurs pairs aux fins de l’étude. | Cible atteinte |
| Indicateur 1.1.3. : Nombre de jeunes consultés sur les enjeux et les défis liés à leur participation au processus de paix et de justice transitionnelle à travers l’étude | 0 | 220 | 220 | 300 dont 150 femmes | Cible dépassée |
| Produit 1.2 | Indicateur 1.2.1. Nombre de jeunes des communautés ciblées bénéficiant d'activités de sensibilisation, de messages clefs et d'information sur la protection et la participation des jeunes aux mécanismes de justice transitionnelle | 0 | 300 directs  6400 indirects | 100 directs  2500 indirects | 23 participant-e-s a Ségou et Mopti dont 14 filles/ femmes.  - 4 adolescent-e-s 15- 18 ans  - 19 jeunes 19-24 ans    5,633 indirects dont 1,577 femmes : ces répondant-e-s au U-Report ont été informés de la tenue de la 3eme audience publique de la CVJR | Les sensibilisations vont se poursuivre dans les autres régions pour permettre l’atteinte de la cible.  Les radios fourniront leurs rapports sur les questions des auditeurs et leurs estimations d’audience après la fin de leur période de diffusion (sept-oct) |
| Indicateur 1.2.2. Nombre de jeunes universitaires sensibilisés sur le processus de justice transitionnelle | 0 | 5000 | 2000 | 500 jeunes étudiants des Facultés de Droit Public et Privé de Bamako dont 282 hommes et 218 femmes  - 56 adolescent-e-s 15- 18 ans  - 385 jeunes 19-24 ans  - 59 jeunes 25-30 ans  10 jeunes journalistes (dont une femme) formés, qui vont faire des productions sur le travail de la CVJR | La cible prévue pour Novembre n’est pas encore atteinte car les formations débutent seulement en octobre avec un léger retard. |
| Indicateur 1.2.3: Pourcentage de jeunes sensibilisés interrogés qui sont satisfaits par la pertinence et la qualité des messages | N/A | 80% | N/A | N/A | Indicateur à mesurer lors de l’évaluation finale |
| Produit 1.3 | Indicateur 1.3.1. Nombre de jeunes sensibilisés à la justice transitionnelle à travers les réseaux sociaux | 0 | 10000 indirects | 4000 indirects | 0 | La cible prévue pour novembre n’est pas encore atteinte car les messages ont pu etre validés seulement en octobre avec un léger retard |
| Indicateur 1.3.2. Nombre de jeunes des communautés ciblées bénéficiant directement par leurs pairs d'activités de sensibilisation, de messages clefs et d'information sur la protection et la participation des jeunes aux mécanismes de justice transitionnelle | 0 | 1590 | 45 | 55 dont 22 femmes et filles mobilisés :  - 16 adolescent-e-s 15- 18 ans  - 25 jeunes 19-24 ans  - 14 jeunes 25-30 ans | Cible à mi-parcours atteinte |
| **Résultat 2** | Indicateur 2.a. Pourcentage de jeunes qui pensent que la CVJR prend suffisamment en compte leurs attentes dans la réalisation de ses missions | 57.91% | Augmentation de 10% | N/A | N/A | Indicateur à mesurer lors de l’évaluation finale et de l’enquête PNUD-SIPRI 2022 |
| Indicateur 2.b. Pourcentage de personnels d’institutions interrogés (CVJR et structures créées à sa suite) qui pensent que les organisations de jeunes sont des acteurs clés du suivi de leurs recommandations | N/A | 90% | N/A | N/A | Indicateur à mesurer lors de l’évaluation finale |
| Produit 2.1 | Indicateur 2.1.1. Nombre de jeunes ayant été consultés dans le cadre des travaux de la CVJR | 10 | 500 | 150 | 24 participants lors de la première consultation à Ségou dont 9 filles/femmes  - 9 adolescent-e-s 15- 18 ans  - 15 jeunes 19-24 ans  50 jeunes participant-e-s sont prévus pour l’atelier des 3 et 4 novembre a Bamako | La cible n’est pas atteinte car la CVJR a choisi de faire dans un premier temps un cycle d’ateliers avec les femmes leaders (soutenu par ONU femmes), les ateliers et consultations des jeunes ont donc seulement débuté en octobre 2021. |
| Indicateur 2.1.2. Nombre de jeunes mobilisés à travers le mécanisme d’appui | 0 | 1600 | 50 | 1640 jeunes dont 854 jeunes filles/femmes mobilisés :  - 567 adolescent-e-s 15- 18 ans  - 581 jeunes 19-24 ans  - 492 jeunes 25-30 ans  Sur les 50 prises de dépositions prévues, 226 ont été réalisées dont 127 femmes  - 106 adolescent-e-s 11- 18 ans  - 63 jeunes 19-24 ans  - 57 jeunes 25-35 ans | Les activités ont pu etre lancées rapidement c’est pourquoi la cible totale du projet a déjà été atteinte. |
| Indicateur 2.1.3. Nombre de jeunes touchés par les actions de plaidoyer | 0 | 1000 | 0 | 0 | Activités planifiées pour la seconde partie du projet |
| Indicateur 2.1.4 Nombre de jeunes sortis ou vulnérables au recrutement des forces et groupes armés ayant un accès aux services de réintégration sociale | 0 | 100 | 20 | 0 | Afin d’assurer la bonne prise en compte des conditions contextuelles et sécuritaires de la région Tombouctou, le partenariat avec l’AEJT est encore en cours de finalisation (lancement prévu en fin d’année 2021) |
| Produit 2.2 | Indicateur 2.2.1. Nombre de jeunes ayant accès à une version adaptée du rapport final de la CVJR | 0 | 1500 | 0 | 0 | Activités planifiées pour la seconde partie du projet |
| Indicateur 2.2.2. Nombre de personnels d’institutions ciblées formés sur la prise en compte des besoins et droits spécifiques des jeunes femmes et hommes dans la mise en œuvre des recommandations de la CVJR | 0 | 100 | 0 | 0 |
| Indicateur 2.2.3. Nombre de jeunes participant à un cadre de collaboration interacteurs sur les résultats de la CVJR | 0 | 50 | 0 | 0 |